

Qui a tué "Général Adolphe" ? Le mode opératoire désigne des militaires

La Croix, 3/8/15 L'assassinat du numéro deux du régime accroché à la stabilisation du Burundi. Adolphe Nshimirimana, le numéro deux du régime, a été tué dimanche 2 août dans une embuscade soigneusement préparée. QUI A TUÉ LE GÉNÉRAL ADOLPHE NSHIMIRIMANA ? Après avoir été le chef du Service national de renseignement (SNR) pendant une dizaine d'années, Adolphe Nshimirimana avait été nommé conseiller spécial du chef de l'État en 2014.

Sans en avoir le titre, il était considéré comme le numéro deux du régime. Chef des Imbonerakure, la milice pro-présidentielle, Adolphe Nshimirimana était chargé officiellement du système sécuritaire burundais. Il avait été l'un des artisans de la mobilisation des soutiens à la candidature de Nkurunziza à un troisième mandat. Et c'est lui qui avait dirigé la contre-offensive contre les auteurs du coup d'État manqué du mois de mai. QUI A TUÉ LE GÉNÉRAL NSHIMIRIMANA ? Le mode opératoire de cet assassinat semble désigner des militaires. Le 4x4 qui le transportait a été immobilisé par deux tirs de roquette RPG, puis des rafales ont été tirées à bout portant à travers sa portière. Selon un témoin, les tueurs étaient quatre et portaient des uniformes militaires. À ce stade, l'hypothèse d'une opération des militaires opposés à la réélection de Pierre Nkurunziza est sérieuse. QUELLES PEUVENT-ÊTRE LES CONSÉQUENCES ? On peut redouter un nouveau cycle de violence dont l'issue est incertaine. Le régime, qui a directement visé par cet attentat, ne va pas en rester là. Pour l'instant, le président Pierre Nkurunziza a donné quelques jours pour que les enquêtes en cours aboutissent et que les auteurs de ce crime puissent être identifiés et traduits devant la justice. Il a expliqué son porte-parole. Sur le terrain, on peut s'attendre dans les prochains jours à des réactions musclées de la part des forces de l'ordre et des Imbonerakure. En premier lieu dans les quartiers de Bujumbura les plus mobilisés contre la candidature de Pierre Nkurunziza. Mais aussi contre les journalistes, accusés par le régime de soutenir les manifestations anti-Nkurunziza. Le 2 août, le correspondant de RFI au Burundi, Esdras Ndikumana, a ainsi été arrêté par les forces de sécurité gouvernementales alors qu'il effectuait son travail sur le lieu de l'attentat. Après avoir été conduit au siège du Service national de renseignement, il a été roué de coups et traité « journaliste ennemi ». Cet assassinat rappelle celui de Richard Ndikumwami, chef du renseignement en 1993, assassiné avec le président hutu Melchior Ndadaye, trois mois après l'investiture de ce dernier par des militaires Tutsi. Cette opération avait été le prélude la guerre civile qui a ensanglanté le Burundi entre 1993 et 2003. LAURENT LARCHER